Les services de renseignement suisses ont joué un rôle dans l'évasion d'anciens nazis vers l'Argentine

Autor(en): **Besson, Sylvain**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **144 (1999)**

Heft 4

PDF erstellt am: **28.03.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-348688

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Les services de renseignement suisses ont joué un rôle dans l'évasion d'anciens nazis vers l'Argentine

L'histoire des services de renseignements militaires suisses pendant la Seconde Guerre mondiale est assez bien connue – entre autres, parce que les rivalités entre ses chefs portèrent très vite un certain nombre de problèmes internes sur la place publique.

Sylvain Besson[1]

L'immédiat après-guerre, en revanche, a beaucoup moins retenu l'attention. A la lumière de nouvelles recherches dans les archives fédérales, il est pourtant possible d'affirmer que les services de renseignement de l'époque ont joué un rôle central dans un épisode sulfureux de cette période, l'évasion de dizaines de techniciens nazis, mais aussi de criminels de guerre, vers l'Argentine.

Au sortir de la guerre, les ingénieurs allemands possédaient une avance technologique certaine dans deux domaines-clé de l'armement: les fusées et les avions à réaction. Russes, Américains et Britanniques se disputaient âprement les compétences de ces techniciens et recouraient aux méthodes les plus diverses – de l'enlèvement aux incitations financières – pour s'assurer leurs services. Les puissances moyennes, comme l'Argentine, qui désirait développer une industrie d'armement indépendante, ne furent pas en reste: les Argentins, sur ordre direct de la présidence, mirent en place une caisse noire qui servait à soudoyer les autorités alliées pour obtenir des documents de voyage destinés aux techniciens allemands. Ils disposaient de filières de passeurs qui furent notamment actifs au nord-est de la Suisse. Entre 1947 et 1949, des dizaines de techniciens, dont de nombreux SS qui fuyaient l'épuration des nazis menée en Allemagne par les Alliés, utilisèrent ces réseaux pour fuir l'Europe. Les principaux responsables argentins de ce réseau sont décrits par les diplomates suisses en poste à Buenos Aires comme des «nazis à 110%».

Les Allemands embarquaient pour la plupart à Gènes, en Italie. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a confirmé très récemment que Josef Mengele, le médecin d'Auschwitz, avait reçu des papiers du consul de Suisse à Gênes, le 21 mai 1949. Lui et d'autres criminels de guerre sont fortement soupçonnés d'avoir passé par la Suisse: les agents argentins avaient en effet mis en place, en plein cœur de Berne, un bureau chargé de fournir des documents aux candidats à l'exil et d'organiser les départs depuis Gênes. Les autorités suisses – Police fédérale, OFIAMT, Affaires étrangères – connaissaient l'existence de cette structure, illégale au regard du droit de l'époque et politiquement embarrassante, car les Alliés avaient signalé par différents canaux leur mécontentement devant l'évasion de nombreux nazis. Mais elles laissèrent les Argentins poursuivre leurs activités. Pourquoi?

Deux sources – la police bernoise et le Département politique – évoquent l'intervention, en faveur des Argentins, de Paul Schaufelberger, lieutenant-colonel et chef de la section des études techniques des services de renseignement depuis 1942. Très intéressé par les fusées et les moteurs à réaction, ce dernier, explique un rapport de police, voulait interroger les techniciens allemands avant leur départ, dans l'intérêt de la défense nationale. C'est la première fois que l'on retrouve trace de l'intérêt de la Suisse pour les techniciens nazis.

[1] *Correspondant à Berne du* Temps. *Cet article est une version abrégée du texte paru le 5 février 1999 dans* Le Temps, *en page «Eclairage».*

Schaufelberger, qui ne peut être soupçonné de sympathie pronazie puisqu'il fit partie de la «conjuration des officiers» de 1940, cultiva ces relations avec les ingénieurs allemands: plus tard, on le découvre suivant attentivement leurs activités en Syrie, en France, et bien sûr en Argentine, où il fut invité officiellement, en 1950, par le général Peron.

Les recherches historiques se poursuivent. Pour qu'elles avancent plus vite, *Le Temps* lance un appel à quiconque disposerait d'informations sur les activités de Paul Schaufelberger avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, pour qu'il en fasse part. Ces renseignements peuvent être communiqués à Sylvain Besson par téléphone au 031/326 75 75, par courrier postal (*Le Temps*, case postale 7076, 3001 Berne) ou électronique (Sylvain. Besson» @letemps.ch).

S. B.

Systèmes de surveillance des communications par satellites

La Suisse se lance dans un programme étalé sur cinq ans, qui doit la doter de systèmes de surveillance des communications par satellites, afin qu'elle puisse lutter contre la prolifération des armes de destruction massive, le trafic d'armes, le crime organisé et le terrorisme international. Le Conseil fédéral a débloqué le crédit nécessaire (environ 10 millions) à la construction de neuf antennes paraboliques de réception à Loèche et à Heimenschwand (Berne). En captant les émissions radio des systèmes étrangers de communication (les portables nationaux ne seront pas surveillés), les services de renseignement suisses sont à même de fournir aux autorités civiles et militaires des informations significatives pour la politique de sécurité. La Suisse avait pris un retard certain dans le domaine de la guerre de l'information; c'est ce qui a motivé la décision du Conseil fédéral. Les activités de l'exploration électronique sont soumises au contrôle parlementaire par la délégation de la Commission de gestion du Conseil national et du Conseil des Etats.

La Suisse dans «Echelon»

La Suisse «serait sur le point d'adhérer au système américain «Echelon» d'interception par satellites. (...) Les informations du réseau «Echelon» seront répercutées auprès d'un centre de réception près de Berne, géré conjointement par la section contre-espionnage de la police fédérale (BUPO) et le Groupe «Renseignement» du Département militaire fédéral. Des diplomates européens en poste en Suisse notent que cette adhésion au système américain s'annonce en porte-à-faux de l'adhésion éventuelle à l'Union européenne.» (*TTU Europe*, 25 février 1999).